

MANIFESTE POUR DÉCARBONER L'EUROPE

« Décarboner l'Europe » : les engagements des candidats sur le climat décryptés

5 candidats à la présidentielle (Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron, Nicolas Dupont-Aignan, François Fillon et Marine Le Pen) ont [accepté](#) d'explicitier un engagement en faveur de la mise en œuvre d'un plan d'actions à la mesure de l'accord de Paris sur le climat. La publication d'un tel engagement a été proposée à tous les candidats par *The Shift Project*, groupe de réflexion sur la transition énergétique, suite à la présentation le 21 mars du « [Manifeste pour décarboner l'Europe](#) », signé à ce jour par plus de 2500 personnes, dont de nombreux patrons d'entreprises grandes et moins grandes, ainsi que de nombreuses personnalités du monde académique.

The Shift Project présente aujourd'hui son analyse des déclarations d'engagement qui lui ont été soumises par 5 des 11 candidats à la présidentielle (cette analyse n'engage en rien les signataires du Manifeste pour décarboner l'Europe). Nous souhaitons rappeler que pour parvenir à limiter le réchauffement de l'atmosphère à moins de 2°C, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient nécessairement diminuer d'au moins [5 % par an à partir de l'année prochaine](#) : un défi immense pour chacun de nous, et vital pour toutes les générations à venir.

Les 5 candidats qui ont accepté de répondre favorablement à notre sollicitation se retrouvent dans leur volonté explicite de mettre en œuvre l'accord de Paris, et de tenter, chacun à sa manière, de réussir la sortie des énergies fossiles. Ils divergent quant à l'importance qu'ils accordent aux enjeux du changement climatique, de la préservation des ressources naturelles et de l'indépendance énergétique. Ils divergent également sur la méthode politique, l'échelle géographique, les outils de politique publique et les technologies à mobiliser. Ces divergences sont révélatrices des ambitions de chacun de ces candidats, et de la probabilité d'une traduction concrète de leurs intentions.

Engagement des candidats à décarboner l'Europe

Jean-Luc Mélenchon prétend s'engager à bien plus qu'à « *plaider avec détermination au Conseil européen pour que celui-ci adopte avant 2020 une stratégie et un plan d'actions à la mesure de l'Accord de Paris* » (selon la formulation d'engagement soumise à chacun des candidats par *The Shift Project*) : il veut proposer « *une refondation de l'Europe sur des bases permettant de lutter concrètement contre le réchauffement climatique* », et met pour cela en balance une éventuelle « *sortie de l'Union européenne* ». Il estime en effet que décarboner l'économie ne peut se faire sans échapper aux « *seules logiques de la maximisation des dividendes* », ni sans mettre « *les entreprises stratégiques à l'abri des logiques de profit de court terme* ». Sa volonté de mener de front sortie des énergies fossiles et sortie du nucléaire soulève la question de la faisabilité concrète de son projet. En faisant de la transition énergétique l'axe principal de son programme, Jean-Luc Mélenchon a le mérite d'être le candidat qui semble le plus avoir pris la pleine mesure du défi de la transition énergétique, et qui articule le projet le plus ambitieux. Mais le plan d'actions ébauché par son équipe, notamment au niveau européen, met en jeu plusieurs lourdes préconditions techniques, politiques, institutionnelles, économiques et sociétales. La réussite d'un tel plan d'actions apparaît donc très incertaine.

Emmanuel Macron ne s'engage pas précisément sur une méthode politique pour mettre en œuvre ses ambitions en matière de transition énergétique. Il affirme toutefois qu'il « *se retrouve évidemment dans les grands principes de l'engagement* » soumis par *The Shift Project*, et souligne que « *l'échelle européenne est essentielle pour porter cette transition.* » Il évoque de plus « *la fin des véhicules diesel ou essence en 2040* », et propose dans son programme un « *prix plancher de la tonne de carbone* » en Europe ainsi que la fermeture des dernières centrales au charbon françaises d'ici 2022, actions qui s'inscrivent dans la continuité des objectifs fixés par la Loi de transition énergétique. La transition énergétique n'est traitée que d'une manière sectorielle, et non comme un axe fondamental de son programme. Le plan d'investissement proposé (plus de 20 milliards d'euros en faveur de la transition énergétique et agricole sur 5 ans), s'il n'enclenche pas de relais efficaces auprès des entreprises, semble très en deçà des efforts nécessaires, évalués par *The Shift Project* à 500 milliards d'euros d'investissement par an pour l'Union européenne. *The Shift Project* salue l'ambition affirmée par Emmanuel Macron, mais cette affirmation est tempérée par un manque d'éléments tangibles venant l'étayer, notamment au niveau européen, qu'il s'agisse du dimensionnement du plan d'actions envisagé, ou de la méthode politique capable de réaliser ce plan.

Nicolas Dupont-Aignan a signé sans le modifier le texte proposé par *The Shift Project*. Il s'engage donc « *à plaider avec détermination au sein du Conseil européen pour que celui-ci adopte avant 2020 une stratégie et un plan d'actions à la mesure de l'Accord de Paris (...)* ». Quels que soient les moyens qui seront finalement mis en œuvre par les différents pays de l'Union, l'élaboration collective d'une telle stratégie et d'un tel plan d'actions au sein de l'Europe est indispensable. Elle s'inscrit dans la tradition politique qui a abouti aux plus grands accomplissements de la construction européenne : CECA, marché commun puis marché unique, union monétaire... Telle est la conviction défendue par les signataires du « Manifeste pour décarboner l'Europe ».

François Fillon ne s'engage pas tout à fait explicitement à plaider pour la mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan d'actions européens à la mesure de l'accord de Paris. Il propose toutefois que « *l'Union Européenne, sous l'impulsion de la France, (...) se recentre sur quelques objectifs stratégiques environnementaux : énergie dé-carbonée et grandes infrastructures de transport durables* », et affirme qu'il veillera dans ce cadre à « *l'application des accords de Paris* ». Les propositions concrètes qu'il met en avant traduisent une ambition limitée pour pouvoir mettre en œuvre les réductions d'émissions de gaz à effet de serre qui sont nécessaires. Sa réponse au *Shift Project* ne précise guère les mécanismes à mettre en œuvre, le dimensionnement des actions envisagées, ni la méthode politique. Néanmoins, parmi les éléments concrets mis en avant par ailleurs dans son programme, le maintien de la part du nucléaire ainsi que la mise en place d'un prix plancher du carbone à 30 € la tonne de CO2 apparaissent en cohérence avec l'objectif poursuivi. Mais elles ne suffisent pas – loin s'en faut – à résoudre le problème à traiter. Le choix de François Fillon de poursuivre la construction de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes pose enfin la question de la cohérence des ambitions qu'il met ici en avant.

Marine Le Pen se distingue par son rejet du principe de la nécessité d'une stratégie cohérente à l'échelle de l'Europe. Néanmoins, elle s'engage « *à agir avec détermination pour que la France puisse se passer rapidement des énergies fossiles* », grâce notamment

(et paradoxalement) à « *des coopérations industrielles entre pays européens* ». Elle estime que si la France « *réalise avec succès sa transition énergétique, de nombreux autres pays adopteront la même démarche* ». Pourtant, sa méthode politique interdisant la construction d'une stratégie européenne, son pari incertain sur l'hydrogène et surtout l'absence de dimensionnement des moyens à mettre en œuvre conduisent à mettre en doute la pertinence des ambitions de Marine Le Pen en matière de transition énergétique.

Un projet nécessairement européen, qui doit être dimensionné financièrement

Afin d'aboutir à la stratégie et au plan d'actions auxquels appellent les signataires du « Manifeste pour décarboner l'Europe », *The Shift Project* rappelle les chantiers indispensables : décarboner le système électrique ; rénover les bâtiments publics et privés ; décarboner les transports ; rendre l'agriculture, l'alimentation et le secteur forestier plus résilients, et en faire de meilleurs instruments pour la transition. *The Shift Project* estime les besoins en investissements de ce plan d'actions à 500 milliards d'euros d'investissement par an (estimation haute), ce qui représente 3 % du PIB européen, soit près de 1000 € d'investissements annuels par habitant de l'Union européenne.

Concernant les outils de financement, Emmanuel Macron propose un plan d'investissement de 20 milliards d'euros en France sur 5 ans pour « *investir et accompagner tous les acteurs dans la transition énergétique qui sera la base d'un nouveau modèle économique* », tandis que François Fillon mentionne seulement sa volonté de veiller à la « *mise en œuvre effective du fonds vert* ». Jean-Luc Mélenchon propose de « *mettre fin à l'indépendance de la BCE [Banque centrale européenne] et de passer d'un objectif de seule lutte contre l'inflation à un objectif d'action en faveur de l'emploi et de la transition écologique* » et d'investir « *sur le long terme* ». Marine Le Pen évoque enfin le rôle de la « *Banque centrale [française] pour le financement* » des « *technologies vertes* ».

Une question décisive et incertaine : le stockage de l'électricité

La question dimensionnement des réseaux de transport et de distribution, et du stockage de l'électricité que nécessitent les sources intermittentes de production que sont le solaire et l'éolien reste aussi décisive qu'incertaine. Cette question doit pleinement être prise en compte, et demeure pourtant largement ignorée dans les discours politiques.

Et en effet, l'enjeu de la transition se présente de façon différente selon le système électrique envisagé pour répondre aux besoins d'une économie qui devra rapidement se passer (largement ou complètement) des énergies fossiles. Grâce avant tout à l'énergie nucléaire, la France dispose par habitant de l'un des mix électriques les moins carbonés parmi les pays développés (61 gCO₂/kWh en 2011), tandis que plusieurs autres systèmes européens reposent encore largement sur le charbon (352 gCO₂/kWh en moyenne dans l'UE en 2011¹).

Les positions divergentes affichées par les candidats laissent entrevoir sur ce point-clé la possibilité d'un débat plus rationnel qu'il ne l'a souvent été jusqu'ici : aucun des 5 candidats qui ont répondu favorablement à la requête du *Shift Project* ne propose de sortir immédiatement du nucléaire, ni de maintenir le *statu quo*. En effet, soit l'objectif climatique est présenté comme prioritaire (Marine Le Pen, François Fillon) sur la question de l'avenir du nucléaire, soit climat et nucléaire sont envisagés comme des questions d'importance égale (sortie totale du nucléaire à terme pour Jean-Luc Mélenchon, limitation du nucléaire chez Emmanuel Macron).

Pour Marine Le Pen « *les énergies renouvelables seront utilisées essentiellement pour remplacer les énergies fossiles, le nucléaire français sera conservé et sécurisé* ». François Fillon veut mobiliser toutes les « *énergies dé-carbonées* » (renouvelables, nucléaire) pour le système électrique. Emmanuel Macron souhaite développer les « *énergies renouvelables pour réduire notre dépendance au nucléaire* ». Jean-Luc Mélenchon fixe « *pour objectif d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables en France et de diminuer par 4 nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 en sortant du nucléaire et des énergies fossiles* ».

Compte tenu d'une part de la disponibilité des énergies décarbonées dans l'Union européenne (facteur de charge : 11 % de l'année pour le solaire, 23 % pour l'éolien, 78 % pour le nucléaire²), et d'autre part du coût induit sur les réseaux et les capacités de stockage potentiellement nécessaires, il semble pour le moins délicat de vouloir parier uniquement sur les énergies renouvelables pour réussir l'indispensable sortie des énergies fossiles. Et cela *a fortiori* dans une perspective où une baisse massive des consommations électriques paraît incertaine, voir improbable, principalement à cause de la nécessité d'électrifier de nombreuses fonctions techniques majeures (chauffage, transports, etc).

Les signataires du Manifeste pour décarboner l'Europe resteront attentifs et vigilants

Les quelque 2500 signataires du « Manifeste pour décarboner l'Europe », parmi lesquels figurent plus de 80 dirigeants de grandes entreprises et beaucoup d'autres moins grandes, des dirigeants d'organisations professionnelles ainsi que de nombreuses personnalités du monde académique français, sont convaincus du devoir moral, de la nécessité et de l'opportunité historique que constitue l'invention d'une économie post-carbone.

Ces signataires, chaque jour plus nombreux, seront attentifs aux actions qui seront entreprises par le prochain président de la République française afin de sauvegarder notre climat, et de permettre à la France d'être pionnière et leader d'une économie durable, en Europe et hors d'Europe.

Contact presse :

Jean-Noël Geist, Chargé des affaires publiques, *The Shift Project*
jean-noel.geist@theshiftproject.org | +33 (0) 6 95 10 81
www.decarbonizeurope.org |@theShiftPROJECT

The Shift Project, association reconnue d'intérêt général, est un think tank dont la mission est d'éclairer et influencer le débat sur la transition énergétique en Europe. *The Shift Project* est soutenu par de grandes entreprises qui veulent faire de la transition énergétique leur priorité stratégique.

¹ D'après « Les Chiffres du climat 2016 », CGDD.

² Facteurs de charge moyens observés de 2012 à 2014 pour les pays de l'UE28 (d'après les données de l'ENTSO-E statistical factsheet 2014, 2013 et 2012)

ENGAGEMENTS ARGUMENTÉS, MAIS DIFFÉRENTS DE LA FORMULATION PROPOSÉE :

Jean-Luc Mélenchon

« Nous nous engageons à faire de la France un pays moteur de la transition énergétique. Nous nous fixons pour objectif d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables en France et de diminuer par 4 nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 en sortant du nucléaire et des énergies fossiles.

(...) Comme le soulignent certains des signataires [du Manifeste pour décarboner l'Europe] eux-mêmes, les seules logiques des actionnaires et de la maximisation des dividendes sont incompatibles avec un objectif de décarbonation de l'Europe. Or, ces logiques libérales sont au cœur des traités européens actuels. Les quelques directives européennes positives d'un point de vue écologique datent pour l'essentiel d'avant l'amplification des politiques austéritaires. Le fiasco retentissant du marché de carbone est par ailleurs la preuve, concrète, que nous ne pouvons faire reposer la lutte contre le changement climatique sur les mécanismes de marché.

Nous nous ne nous contenterons donc pas de "plaider avec détermination au Conseil [Européen]", mais nous proposerons une refondation de l'Europe sur des bases permettant de lutter concrètement contre le réchauffement climatique. Nous proposerons par exemple de mettre fin à l'indépendance de la BCE et de passer d'un objectif de seule lutte contre l'inflation à un objectif d'action en faveur de l'emploi et de la transition écologique. Celle-ci nécessite en effet d'importants investissements publics, notamment dans le domaine des énergies renouvelables (...).

Nous proposerons également de mettre en place un protectionnisme solidaire pour imposer que les produits importés en Europe respectent des critères sociaux et environnementaux. Nous mettrons également les entreprises stratégiques pour la transition écologique à l'abri des logiques de profit de court terme en les socialisant afin de constituer des pôles publics, investissant sur le long terme et développant des relations de coopération et non de concurrence avec les PME innovantes. (...) »

Marine Le Pen

« Je m'engage, si je suis élue présidente de la République française, à agir avec détermination pour que la France puisse se passer rapidement des énergies fossiles. Des coopérations industrielles entre pays européens, libres, seront utiles à l'avancement rapide de ce projet. Dans ce domaine, les technologies existent, leurs prix convergent vers ceux des technologies classiques, il ne manque donc plus qu'une volonté politique forte et nos outils de souveraineté (Etat stratège, banque centrale pour le financement, patriotisme économique pour une commande publique réservée, protectionnisme intelligent etc.) pour mener à bien ce changement.

Les énergies renouvelables seront utilisées essentiellement pour remplacer les énergies fossiles, le nucléaire français sera conservé et sécurisé. L'hydrogène, issu de l'électrolyse de l'eau, est probablement un des vecteurs de stockage d'avenir de l'énergie. L'Etat stratège doit mettre en place tous les moyens nécessaires pour que les technologies hydrogène, dont les piles à combustibles, soient matures le plus rapidement possible et commercialisées à des prix équivalents aux énergies classiques.

Cette stratégie permettra de répondre simultanément aux défis liés au changement climatique, à la pollution de l'air, à l'indépendance énergétique et apportera à la France un leadership dans les secteurs de l'économie durable. Je suis convaincue que, si un pays réalise avec succès sa transition énergétique, de nombreux autres pays adopteront la même démarche. Cette politique devrait permettre d'aboutir en 2050 à des émissions de gaz à effet de serre aussi proches que possible de zéro en France tout en créant de très nombreux emplois et de l'activité pour les entreprises françaises.

»

François Fillon

« Les destructions et menaces sur l'environnement ne connaissent pas les frontières. Elles appellent des solutions mondiales. Notre politique étrangère doit donc intégrer ce que j'appelle une « diplomatie verte », sur les fronts du climat et de l'énergie, de la biodiversité et des forêts, de l'eau et des océans.

L'Union Européenne, sous l'impulsion de la France, devra se doter d'un véritable outil diplomatique pour compter davantage dans les grandes négociations internationales. Je souhaite aussi que l'Europe se recentre sur quelques objectifs stratégiques environnementaux : énergie dé-carbonée et grandes infrastructures de transport durables.

Dans ce cadre, je veillerai à l'application des accords de Paris et du respect, par chaque État, de ses engagements, notamment pour la mise en œuvre effective du fonds vert. Je souhaite également que notre aide au développement soutienne davantage d'actions concrètes de préservation de l'environnement. »

Emmanuel Macron

« Je me retrouve évidemment dans les grands principes de l'engagement que vous portez : il faut tout faire pour répondre aux défis du changement climatique et de la préservation des ressources, être à la hauteur de l'Accord de Paris, accélérer la transition énergétique, investir et accompagner tous les acteurs dans la transition énergétique qui sera la base d'un nouveau modèle économique. L'échelle européenne est, comme vous le soulignez, essentielle pour porter cette transition.

(...) Je propose notamment un plan d'investissement de 50 milliards dédiés à plus de 40 % à la transition énergétique et agricole, la fin des véhicules diesel ou essence en 2040, de nouvelles actions sur la rénovation des bâtiments et la lutte contre la précarité énergétique, la transformation du modèle agricole, l'accompagnement des entreprises vers une économie 100 % circulaire, ou encore le développement des énergies renouvelables pour réduire notre dépendance au nucléaire.

J'insiste sur ces mesures concrètes car j'ai une conviction : se fixer des objectifs ambitieux sans se donner les moyens de les atteindre, serait en fait continuer à ne pas être à la hauteur des enjeux et déjà renoncer à un futur durable.

C'est pourquoi, au-delà de votre manifeste, j'ai été particulièrement sensible à la lecture de vos neuf propositions concrètes pour que l'Europe change d'ère. Fermeture des centrales à charbon, développement des véhicules propres, lancer enfin le grand chantier de rénovation des bâtiments publics, agriculture et forêts durables... Quasiment toutes vos propositions font écho à celles qui se trouvent dans mon programme. Je serai donc heureux de compter sur votre mobilisation, et celles des entreprises représentées par leurs dirigeants signataires de l'appel, pour accélérer la transition énergétique dès le début du prochain quinquennat. »

ENGAGEMENT IDENTIQUE A LA FORMULATION PROPOSÉE :

Nicolas Dupont-Aignan

« Je m'engage, si je suis élu président de la République française, à plaider avec détermination au sein du Conseil européen pour que celui-ci adopte avant 2020 une stratégie et un plan d'actions à la mesure de l'Accord de Paris, capables de permettre à l'Union européenne de parvenir à un niveau d'émissions nettes de gaz à effet de serre aussi proche que possible de zéro en 2050, afin de sauvegarder l'Europe face aux défis du changement climatique, de la préservation des ressources naturelles et de l'indépendance énergétique, et lui permettre d'être pionnière et leader d'une économie durable. »

PROPOSITION D'ENGAGEMENT DÉCLINÉE :

Benoît Hamon

REFUS ARGUMENTÉS :

François Asselineau

« (...) Les sujets sur lesquels vous nous interpellez sont des considérations législatives et non pas présidentielles (...). Nos candidats aux élections législatives veilleront à faire avancer dans le débat public ces sujets (...).

Nous souhaitons rappeler que promouvoir la mondialisation et agir pour décarboner le monde est un non-sens. En effet, les traités de libre-échange de la mondialisation ont des effets directs sur la pollution de notre planète. (...)

Nous voudrions toutefois vous rappeler les grands axes du programme de M. François Asselineau sur ce sujet. Réduire la dépendance de notre économie aux hydrocarbures. Réduire nos émissions de gaz à effet de serre. (...) Concilier la recherche économique et la recherche écologique en France. (...) Soutenir le secteur des économies d'énergie, en particulier par un accent porté à la rénovation énergétique des bâtiments anciens. Améliorer le tri sélectif et soutenir le secteur du recyclage des déchets. Rapprocher les producteurs et les consommateurs en favorisant les circuits courts. (...) »

Nathalie Arthaud

« (...) La nécessité de tenir compte de l'environnement pour le bien être des générations futures est bien évidemment au cœur de mes engagements. Je suis communiste et en tant que telle c'est précisément l'avenir de l'humanité qui détermine mes combats. (...) Et je partage votre souci de voir « décarboner » la production. Mon ambition irait même au-delà de la simple Europe !

(...) Est-il nécessaire de rappeler que ces groupes capitalistes n'ont comme seule et unique ambition que de réaliser du profit. Le maximum de profit. C'est pour cela qu'ils polluent sans vergogne la planète. Les obliger à produire autrement ne pourra se faire que contraints et forcés. (...) »

Jean Lassalle (réponse reçue après le 14.04.2017)

« (...) Certaines des organisations internationales qui se revendiquent de la cause animale, ou de la protection de la nature, se sont transformées en ambassadrices d'un « capitalisme vert », et même en commerçantes de droits à polluer. Mais n'est-ce pas précisément l'évolution actuelle du capitalisme, son productivisme effréné, qui pille nos ressources naturelles ? L'ampleur des problèmes qui nous assaillent n'impose-t-elle pas de s'en prendre à ce système ?

(...) Les ressources naturelles se raréfient, mangées par l'urbanisation, par la pression toujours croissante de la production et de la consommation. La biodiversité s'éteint à une vitesse angoissante, écrasée par l'agriculture intensive, par le réchauffement climatique, par les pollutions, par les perturbateurs endocriniens. (...) Au XXème siècle, le pétrole avait permis à notre civilisation une évolution technologique sans précédent. Mais les guerres dans lesquelles il nous a entraînés sont indignes d'un pays civilisé.

(...) La première étape sera de rouvrir le débat. Permettons à tous les Français, sur tous les territoires, de s'approprier ces enjeux : des choix énergétiques difficiles sont devant nous, et ils nous engageront pour longtemps. Prenons le temps de les comprendre et d'en débattre, afin d'éviter les peurs, les mécontentements et les injustices. (...) Nous pouvons et devons nous retrouver pour en parler, pour comprendre comment notre civilisation transforme le monde, et décider ce que nous voulons faire ensemble. »

Philippe Poutou (réponse reçue après le 14.04.2017)

« (...) Les atteintes à l'environnement sont globales, nous ne pouvons pas nous contenter de décarboner l'Europe alors que les entreprises européennes continuent de polluer le reste de la planète.

(...) Nous ne pouvons pas signer votre manifeste car nous refusons les fausses solutions comme le nucléaire dont nous prônons l'arrêt, les OGM, les LGV que nous classons parmi les Grands projets inutiles, imposés et nuisibles à l'environnement... Nous retenons parmi vos 9 propositions : la révolution du transport en commun en ville qui passe par son développement et sa gratuité ; la fermeture des centrales à charbon ; la rénovation des logements anciens, ou pas, des bâtiments publics. Nous défendons aussi le passage à l'agrobiologie en 10 ans. Nous voulons engager une réflexion sur les transports publics et la réduction des transports de marchandises.

La transition écologique qui s'amorce n'est pas la nôtre et le combat est plus que jamais nécessaire pour lutter contre le basculement climatique déjà engagé et créer les conditions d'un autre monde. »

PAS DE RÉPONSE A CE JOUR :

Jacques Cheminade